

ARRÊTÉ INSTAURANT UNE INTERDICTION DE CIRCULER ET DE STATIONNER ESPLANADE MARCEL JOUANNO DU 23/04/2024 14H AU 24/04/2024 17H AFIN DE PERMETTRE LE BON DEROULEMENT DU TOUR DE FRANCE DE L'EMPLOI

A-24-02-41/PM

Le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6, Vu le code de la route et notamment les articles R 411-1 à R 411-9, R 411-17 et R 417-10, Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et notamment le titre 1, relatif aux droits et libertés des communes,

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

Considérant la demande formulée par Territoire Zéro Chômeur Longue Durée d'interdire la circulation et le stationnement Esplanade Marcel Jouanno du 23/04/24 au 24/04/24 afin de permettre le bon déroulement du tour de France de l'emploi,

Considérant qu'une mesure particulière doit être prise dans l'intérêt de la sécurité publique,

Arrête

Article 1 : la circulation et le stationnement seront interdit Esplanade Marcel Jouanno du 23/04/24 14h au 24/04/24 17h afin de permettre le bon déroulement du tour de France de l'emploi.

Article 2: Les prescriptions imposées par le présent arrêté seront signalées aux usagers par des panneaux de signalisations au sol conformes au modèle fixé par l'arrêté ministériel du 7 juin 1977 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, ainsi que les textes qui l'ont modifié et complété. La pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par TZCLD qui en aura la responsabilité. Toutes les mesures seront prises par cette dernière pour garantir la sécurité des usagers. Elle sera seule responsable des accidents qui pourraient survenir par manque ou défaut de signalisation. Seul le Tribunal Administratif de l'arrondissement est compétent pour régler tout litige.

Article 3 : Un exemplaire du présent arrêté sera publié sur le site internet de la commune et devra être apposé sur les barrières posées par les services techniques de la commune.

Article 4:

- Monsieur le Lieutenant du Groupement de Gendarmerie de la Gironde,
- Monsieur le Lieutenant du Centre de Secours de St Magne de Castillon,
- Monsieur le Maire de Castillon la Bataille,

PAGE 1

- TZCLD

sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

A Castillon la Bataille, 13/02/2024

Monsieur le Maire
Jacques BREILLAT